

Des élections à Cuba!? La démocratie à Cuba!?

COMMUNIQUÉ DE PRESSE, Montréal le 29 avril 2009

Par Karine Walsh, Co-animatrice de *Dimension Cubaine*

Une réalisation de la Table de concertation de solidarité Québec-Cuba

Radio Centre-Ville 102,3 FM à Montréal (www.radiocentreville.com)

Le 23 avril au collège de Drummondville, Québec, se réunissaient environ 90 étudiants, professeurs et autres membres de la communauté, désirant en apprendre davantage sur un sujet fort méconnu : le système électoral cubain et le fonctionnement de l'état. C'est dans le cadre de la semaine des Sciences Humaines du collège que Christian Brouillard, professeur en sciences politiques et co-organisateur de l'évènement, a invité le conférencier expert du système électoral et du gouvernement cubain, Arnold August*. Celui-ci travaille actuellement à l'écriture de son deuxième livre, qui paraîtra en 2010, **Cuba: la démocratie participative et les élections au 21^{ème} siècle**.

Le sujet était tout à fait d'actualité, puisque Cuba a été l'un des points dominants à l'ordre du jour au 5^{ème} Sommet des Amériques de Port d'Espagne, Trinité et Tobago, où se sont rencontrés du 17 au 19 avril, 34 dirigeants du continent. La levée du blocus états-unien sur Cuba a été abordée. Obama se dit prêt à dialoguer, mais se défile en prétextant les classiques dogmes anti-castristes dépourvus d'argumentation, c'est-à-dire les questions relatives aux prisonniers politiques, à la liberté d'expression et à la démocratie. Quant à notre premier ministre canadien Stephen Harper, il s'est grossièrement rallié à son homologue états-unien en qualifiant Cuba de « dictature communiste » et en se tenant clairement à l'écart des 32 autres pays qui se sont prononcés clairement pour la levée immédiate du blocus et pour le droit à l'autodétermination et à la souveraineté du peuple cubain. Dans un tel contexte, les sources d'expertise telles qu'Arnold August, ainsi que toutes sources d'informations alternatives concernant Cuba, se doivent de remettre les pendules à l'heure. On ne doit pas sous-estimer l'importance des conférences ou des livres sur la réalité politique cubaine, puisqu'ils représentent un des piliers de la solidarité avec Cuba.

Dans son exposé agrémenté de la projection de photos vivantes, M. August a expliqué deux aspects:

- 1) Le déroulement du système électoral cubain, sur la base de sa propre expérience et de ses nombreuses visites à La Havane au cours des élections 2007-2008;
- 2) le fonctionnement des différents niveaux du gouvernement entre les élections. Pour croire en une réelle démocratie à Cuba, on doit d'abord comprendre que le parti communiste, parti politique unique à Cuba, n'est pas un parti politique électoral, mais bien un parti révolutionnaire de l'unité nationale, et ne participe pas aux élections et ne propose ni ne finance aucun candidat aux élections. En plus, ça ne coûte pas un sou pour être nommé et ensuite élu à Cuba. Les quelques dépenses très modestes sont assumées par l'état sur une base d'égalité entre tous les candidats. Le système politique, comme le conférencier l'a illustré à l'aide de cartes, est extrêmement décentralisé avec le peuple comme fondement. Par exemple, la province *Ciudad de La Habana* (la ville de La Havane avec une population d'environ 2.1 millions) est divisée en 15 municipalités dont celle utilisée pour l'étude de cas, *Plaza de la Revolución*.

Arnold analyse effectivement une étude de cas bien précise, soit les quelques 1400 électeurs de la circonscription numéro 12, une des 108 circonscriptions formant l'Assemblée municipale de la municipalité *Plaza de la Revolución*. Au niveau des élections municipales, 5 zones de nomination à l'intérieur de la circonscription numéro 12 sont formées afin de décentraliser davantage le système électoral. Au cours des assemblées de nomination, 150-250 électeurs vivant à l'intérieur de quelques pâtés de maisons, ont l'occasion de proposer au sein de leur circonscription des candidats qu'ils jugent dignes de les représenter à l'Assemblée municipale. Ces nominations sont suivies d'un suffrage universel direct et secret où les citoyens âgés de 16 ans et plus ont le droit de voter pour ceux et celles qui ont été proposés comme candidats par leur voisins.

Au niveau national, des commissions de candidatures sont mises sur pied par des organisations de masse, comme des syndicats de travailleurs, des groupes de femmes et des associations étudiantes. Ces commissions au niveau national, provincial et municipal en collaboration avec les citoyens et les organisations de masse ont la responsabilité de proposer des candidats pour les élections au Parlement afin que celui-ci soit un miroir de la société cubaine. Fait important : jusqu'à la moitié des 614 sièges du parlement sont occupés par des délégués élus au niveau des municipalités, puisque le parlement se veut une instance liée intimement aux citoyens et leurs préoccupations.

À part quelques exceptions, les élus à tous les niveaux, soit les municipalités, les provinces et le parlement, sont des volontaires. Ils et elles ne reçoivent aucune rémunération et doivent exécuter leurs responsabilités en tant que délégués municipaux et députés parlementaires après leurs heures normales de travail. En ce qui concerne les élus professionnels, selon leurs besoins et leurs responsabilités, ils sont libérés de leur travail, et dans ce cas reçoivent un salaire équivalent à celui de leur lieu de travail. Ce principe vise à éviter des privilèges liés aux élections.

En plus d'expliquer le déroulement des élections, Arnold a axé la deuxième partie de sa présentation sur le fonctionnement du gouvernement suivant celles-ci. Il a témoigné de débats animés auxquels il a assisté dans le cadre de l'élaboration par le Parlement d'un avant-projet de loi sur la sécurité sociale, qui retarde progressivement l'âge de la retraite de 5 ans en réponse à un problème, entre autre, de vieillissement de la population. C'est au sein de réunions organisées partout à travers l'île dans des milliers d'endroits de travail, que les travailleurs de tous les secteurs de l'économie ont fait valoir leurs opinions. À maintes reprises, et jusqu'aux sessions des commissions permanentes de travail formées par les députés parlementaires, l'avant-projet de loi a été amendé selon les critiques et les suggestions des travailleurs avant d'être présenté à une session du parlement pour le vote.

Le conférencier, soucieux d'amener son auditoire à une réflexion éclairée, a alors lancé : « *Parmi vous, vos parents ou vos amis, combien de fois avez-vous été consultés de manière aussi détaillée sur un projet de loi?* » « *Jamais!* » a été la réponse unanime des étudiants. Arnold de renchérir : « *À Cuba c'est la norme. Une dictature communiste écœurante selon Obama et Harper? Je vous laisse tirer vos propres conclusions* ».

Le système politique, économique et social à Cuba est-il parfait, est-il un idéal? Non. Justement, sur la base d'un aperçu rapide des sessions de l'Assemblée municipale de *Plaza de la Revolución* et des réunions de l'un des 8 conseils populaires dans lesquels la municipalité est décentralisée davantage, on voit à l'aide des photos du conférencier comment les délégués en collaboration avec leurs voisins font face aux problèmes et travaillent pour perfectionner le système.

Arnold August a conclu en ajoutant : « *S'il y a un pays au monde où les gens expriment leur position et débattent ouvertement sur différentes questions, c'est bien Cuba. La réalité est tout le contraire de ce que la machine de désinformation véhicule à propos de Cuba; si vous sortez d'ici en ayant compris ça, je serai très satisfait.* »

Après une courte période de questions, la conférence s'est terminée au son des applaudissements enthousiastes de l'auditoire, réaction spontanée à la conclusion improvisée d'un étudiant : « *Viva la Revolución!* »

*** Arnold August vit à Montréal, est membre du Comité international pour la liberté des Cinq et du Comité Fabio Di Celmo pour les 5 de la Table de concertation de solidarité Québec-Cuba.**